

# Le Travailleur du Lot-&-Garonne

En Lot-et-Garonne  
Citoyens - élus locaux - forces de gauche  
**Refusons l'échec!**

Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 96<sup>e</sup> année - 1,20

## Sommaire

**en bref** p 2 et 3  
Résistance - Réforme territoriale -  
Mangeons mieux - Démocratie  
sociale - Marmande

**à mon avis** p 3

**actu** p 4 à 8  
Élections départementales -  
Sécurité sociale - PAC - Pôle de  
santé - Région

**locale** p 9  
Agen - Villeneuve-sur-Lot - Nérac -  
Miramont-de-Guyenne

**culture** p 10  
Musique - Jardin d'Élie



Politique agricole  
**Un système  
inégalitaire**



Villeneuve-sur-Lot  
**Pôle de santé  
remise des clés**



Départementales  
**Des enjeux  
importants**



Résistance  
**Mémoire à  
défendre**

## Démocratie sociale!

Le Sénat a voté le projet de loi Rebsamen portant sur la désignation des conseillers prud'hommes et le report des mandats jusqu'à fin 2017. Ce projet de loi, présenté en procédure accélérée, prévoit notamment de donner tout pouvoir au gouvernement par ordonnance pour passer d'un mode d'élection au suffrage universel à un mode de désignation des conseillers prud'hommes. Ainsi, le gouvernement veut les désigner en usurpant la loi sur la représentativité dédiée

exclusivement aux élections des représentants du personnel. Pourtant, l'opposition à ce projet est très forte. Si tout le monde s'accorde sur le fait que le taux de participation des salariés aux dernières élections 2008 n'est pas satisfaisant et que la simplification de son organisation est nécessaire, le gouvernement ne peut pas y remédier en supprimant purement et simplement l'élection! Pour la CGT, alors que le projet de loi doit passer en décembre à l'Assemblée nationale pour une adoption définitive, il y a urgence à mettre en place un groupe de travail afin de trouver des solutions garantissant une plus grande participation des salariés aux élections prud'homales. Seuls 32 sénateurs ont voté contre (communistes, les Verts et quatre socialistes). Le président du conseil général et sénateur Pierre Camani a voté pour. ■



## Réforme territoriale

Le CESER d'Aquitaine vient de rendre un rapport sur la réforme territoriale en cours. L'organisme pointe un certain nombre de réserves: flou dans les périmètres des futures régions, incertitude sur le devenir des départements, absence de réflexion sur les ressources financières des collectivités... Le rapport met aussi en avant, à un moment où l'abstention aux élections augmente, où la crise de confiance envers les institutions politiques constitue une menace réelle pour la démocratie et les valeurs de la République, l'absence de débat public de fond. Le

CESER d'Aquitaine estime qu'il « aurait été souhaitable que la réforme engagée comporte un volet favorisant la diffusion des formes innovantes de consultation, d'implication et d'association des citoyens à l'élaboration de l'action publique ». Enfin, il indique que la réforme devrait résider « dans la préservation de la cohésion sociale sur tous les territoires de la République, à l'heure où apparaissent de nouvelles fractures territoriales ». Pour ses membres, « celles-ci appellent sans doute de nouvelles solidarités, notamment à travers une réflexion sur l'articulation entre l'urbain et le rural, mais elles renvoient également au rôle de l'État en matière de politiques de

## Mangeons mieux

Nous l'avons déjà évoqué dans nos colonnes mais également à l'occasion du débat organisé à la fête de l'Humanité cette année, le conseil général de Lot-et-Garonne s'est engagé à favoriser l'introduction de produits alimentaires plus durables dans les cantines des collèges. Le 21 octobre se tenait les rencontres professionnelles départementales à Bon-Encontre. Elles avaient pour objectif de faciliter les échanges entre vendeurs et acheteurs en les mettant en relation. Vingt-deux entreprises et producteurs lot-et-garonnais pouvant proposer leurs produits à la restauration scolaire

redistribution et de déploiement de ses services publics sur l'ensemble du territoire national ». ■

## Mémoire Il y a 70 ans!

Toute la presse a publié son supplément « Il y a 70 ans! » avec, en général, une interview de personnes qui ont vécu enfant, la guerre 39/45. Les faits de résistances y sont peu évoqués, en revanche, la Libération, n'est pas oubliée. Le général de Gaulle et les Américains sont mentionnés à foison. Mais, les Français savent-ils, grâce à qui, aussi, notre pays a pu être libéré? Dans la revue « Ancrage » du mois d'octobre, « la mémoire des métissages en Lot-et-Garonne », il est expliqué que des milliers d'étrangers ont participé à la Résistance dans notre département, comme dans d'autres.

Beaucoup d'entre eux étaient liés à la

structure française de la MOI (main-d'œuvre immigrée). On ne comptait pas moins de dix-huit nationalités: sénégalaise, malgache, indochinoise, polonaise, italienne, espagnole... Beaucoup avaient trouvé refuge en France comme Damira Titonel-Asperti et sa famille qui ont combattu alors qu'ils étaient toujours de nationalité italienne. Ils avaient fui le fascisme italien. D'autres étaient venus défendre la France qu'ils considéraient comme leur pays, puisqu'ils faisaient partie des colonies françaises, à l'exemple des 2000 tirailleurs sénégalais détenus au camp de Sainte-Livrade-sur-Lot qui ont rejoint les maquis du département et participé à la

libération de notre territoire. D'autres étaient arrivés en France après 1918, pour remplacer dans les champs et les usines, les hommes tués à la guerre. Il faut le rappeler, le faire connaître. De nombreuses manifestations: expositions, ouvrages, débats, consacrés à ces anonymes restituent des noms, des voix, des visages oubliés. Trop de nos concitoyens accusent les « étrangers » d'affaiblir notre pays. Il est temps de rappeler qu'ils étaient venus de dizaines de pays différents et qu'ils ont combattu pour notre liberté et qu'ils nous ont aidés à reconstruire le pays. Aujourd'hui, il est temps de « remettre les pendules à l'heure ». Ne les oublions pas dans nos prochaines campagnes électorales. ■

Marie-Renée Gérard

à mon  
avis

étaient présents. Deux ateliers étaient également organisés avec pour thème: la lutte contre le gaspillage alimentaire, un levier pour du bio et du local au quotidien, quels partenariats gagnants entre producteurs et acheteurs pour un approvisionnement local de qualité? Cette initiative rejoint les nombreuses questions que nous avons évoquées avec Raymond

Girardi et Dominique Bidet (vice-président du conseil général de l'Allier) lors du débat à l'Auberge gasconne: comment favoriser les productions locales et utiliser les leviers institutionnels pour favoriser la consommation (en collectif mais aussi pour les particuliers) de produits « durables », de saison, issus de l'agriculture raisonnée, de proximité, biologique... ■

# Conscience et actions

Conscient de son impopularité, des contestations internes dans son parti, de sa minorité à l'Assemblée et largement dans l'opinion, le pouvoir poursuit coûte que coûte son dessein. Sa feuille de route est évidente: poursuivre le mécanisme de casse sociale, pas directement apparemment, mais toutes les mesures prises visent à détruire ce qui fait l'originalité de la France, ses services publics et le social que beaucoup de peuples nous envient, construit sur le programme du Conseil national de la Résistance.

En fait, il s'agit de gommer tout ce qui empêche le capital de perpétuer son système pour toujours plus de profits pour quelques-uns. Mais pourquoi ce pouvoir peut-il le faire? Parce que le mécontentement ne se traduit pas par l'action concrète. Aucun mouvement social d'ampleur, pas plus que d'initiative politique conséquente n'entrave cette démarche. Faudrait-il penser que seule la catastrophe annoncée est envisageable? Faut-il attendre l'échec total de cette gauche au pouvoir et voir la droite revenir, avec ses exigences déjà annoncées d'aller encore plus loin et plus fort? Faut-il laisser la moindre opportunité à l'extrême droite de gouverner, au risque d'en venir à un état de guerre civile? Doit-on aussi laisser penser qu'il n'y aurait pas d'autre alternative? Les communistes ne s'y résolvent pas. Les possibilités de faire autre chose existent. L'argent existe. Les forces pour cela existent. Il faut en avoir conscience et c'est tout le sens de l'adresse du PCF de Lot-et-Garonne aux citoyens, aux élus locaux, à l'ensemble des forces de gauche du département. Elle demande à être adaptée, débattue, comprise et partagée. Elle doit servir à chacun, là où il vit, travaille, milite. ■

Daniel Heinrich

## Résidence Lagravette

Une amicale de locataires, de la confédération nationale du logement a été créée sur le quartier de Lagravette, lors de deux réunions qui ont rassemblé plus de trente personnes. Dans une cité âgée construite il y a près de 50 ans, des signes de vieillesse apparaissent en dépit de quelques réhabilitations, 320 foyers bénéficient du dispositif de la politique de la ville pour les quartiers pauvres. Les locataires expriment fortement leur volonté de rénovation des ventilations archaïques et isolations. Le changement des fenêtres (double vitrage) a aggravé les moisissures dans les appartements, si bien

qu'un logement a été qualifié d'insalubre par la commission départementale de l'habitat indigne. De nombreuses questions sont posées: radiateurs vétustes, pose de hotte, évacuation extérieure, organisation des parkings, mauvaise réception télévision, reconfiguration des petits des jeux dans une aire clôturée, création d'emplois d'éducateurs de rues, encadrement de la gestion de l'utilisation du terrain multisports... Le bureau demandera une rencontre avec la direction d'Habitatys de Marmande dans les prochains jours. Ces réunions se sont tenues en présence de Michel Ceruti, conseiller municipal, accompagné ce mardi de Félix Lacombe de la CNL. ■



**Le Travailleur du Lot-et-Garonne**

fondé par **Renaud JEAN**, premier député communiste de France  
directrice de la publication: **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef:  
**Nicolas Lucmarie** - rédaction: **Michel Ceruti, Lysiane Chantre Edmond Coëdelo, Roger Dejean, Jean-Claude François, Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique Mirande, Guy Rauzières, Claude Vaccari**

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**  
**18, rue Jules Ferry 47 006 Agen**  
Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01  
**letravailleur@orange.fr**

CCP 1309 19X Bordeaux 4<sup>e</sup> trimestre 2014 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962

# Élection départementale au cœur d'enjeux importants

**Après les élections municipales, européennes et sénatoriales, le prochain rendez-vous électoral sera les élections départementales. En plus d'intervenir dans un climat politique particulier, deux nouveautés seront mises en œuvre à l'occasion de cette élection : un nouveau mode de scrutin et un nouveau découpage des cantons.**

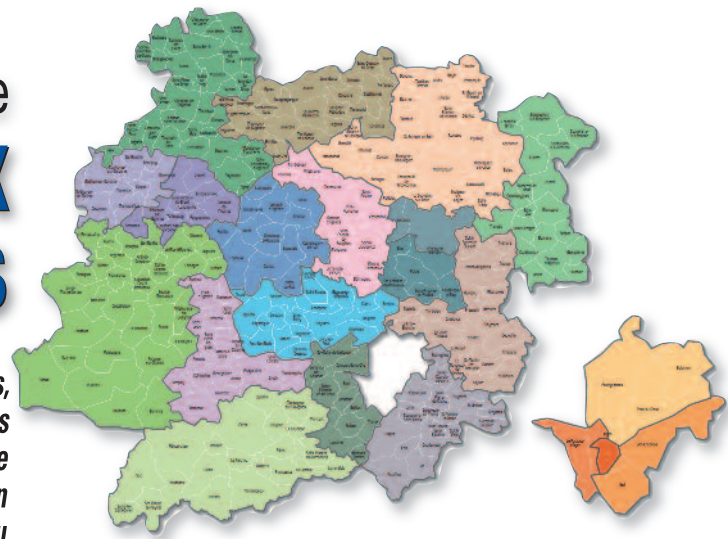
## Ce qui change ?

Finie le ticket homme/femme, parité oblige, le nouveau scrutin prévoit l'élection d'un binôme (homme et femme) complété par deux suppléants (homme et femme).

Au terme de l'élection au scrutin majoritaire à deux tours, chaque canton aura donc deux élus avec les mêmes prérogatives. En Lot-et-Garonne, le découpage fait passer le nombre de cantons de 40 à 21. Aujourd'hui, un conseiller général représente en moyenne 8278 habitants. Dès 2015, il représentera, en moyenne, 7883 habitants.

## Les enjeux

Certains s'interrogent sur les effets des alternances au niveau local dans la mesure où, pressurisés par la hausse des dépenses sociales obligatoires et les pertes de recettes de l'État, les Départements dirigés par des élus de gauche ont du mal à se singulariser. Cependant, les Départements et bien d'avantage ceux de « gauche » que ceux de « droite », mènent de nombreuses expérimentations sociales, éducatives et culturelles, souvent ignorées. Ils pratiquent largement la gratuité. Ils sont des soutiens indispensables à de très



nombreuses associations, dans des champs divers. Ils portent des investissements publics essentiels pour l'avenir des territoires.

Après trois élections victorieuses, la droite locale souhaite faire de cette échéance celle de la reconquête du conseil général. En surfant sur le mécontentement lié aux renoncements du pouvoir socialiste, elle entend bien en faire un vote sanction. Il est vrai que les élus de la majorité n'ont pas émis de grandes réserves sur la politique gouvernementale, y compris sur des sujets qui impactent directement la collectivité. Si certains départements, à direction socialiste,

ont engagé une bataille sur la question démocratique et surtout celle des moyens des Départements, ce n'est pas vraiment le cas du Lot-et-Garonne qui s'est contenté de motion très diluée. Sur la gestion directe du conseil général, l'opposition de droite, emmenée aujourd'hui par Alain Merly, a principalement axé ses critiques sur l'action sociale, la gratuité des transports et les effectifs des agents... Elle a d'ailleurs fait preuve de violence verbale en direction des plus démunis (bénéficiaires du RSA ou demandeurs d'emploi...).

## Invitation

Le PCF invite à créer « une

## Politique agricole commune Le système reste inégalitaire

**Le conseil général de Lot-et-Garonne consacre, vendredi 24 octobre, une session à la politique agricole commune (PAC). Elle intervient dans une période de vives tensions dans le monde agricole. Xavier Compain, responsable du secteur agriculture du PCF donne son sentiment sur cette actualité difficile, sur les exploitants. L'intégralité de son entretien paraîtra dans le prochain numéro de la « Revue du Projet » de novembre.**

### Le mécontentement dans le monde agricole est très puissant. Quel regard portez-vous sur la situation ?

Le nombre d'exploitations agricoles n'a cessé de diminuer depuis plusieurs décennies. En dix ans, un quart des exploitations a disparu. La majorité des agriculteurs sont les pre-

mières victimes d'un modèle agricole productiviste qui, dans un contexte de libéralisation des marchés agricoles, conduit certains à s'agrandir ou à intensifier leur activité alors que d'autres sont condamnés à cesser leur métier.

L'agriculture est de plus en plus duale avec une minorité

d'entreprises agricoles de plus en plus grandes, intégrées aux marchés internationaux et aux filières agro-industrielles, et beaucoup d'agriculteurs qui vivent souvent dans une grande précarité et dont l'activité est remise en question au gré des crises agricoles. Il y a trois fois plus de suicides

chez les agriculteurs que dans la population totale. De nombreux jeunes renoncent à s'installer. Le montant des investissements nécessaires, les perspectives de revenus et le difficile accès au foncier (coût et concurrence) constituent autant de freins à l'installation. Le renouvellement des générations en agriculture est, aujourd'hui, insuffisant pour maintenir le nombre d'exploitations agricoles qui continue à s'effondrer au rythme de 20000 par an. L'agriculture s'inscrit dans de puissantes filières agro-financières dominées par l'aval et par l'amont (agrobusiness et grande distribution). Les récents scandales alimentaires témoignent des

alternative de gauche crédible » à ces élections, assurant qu'il n'y aura « pas d'alliance avec les soutiens locaux » des politiques menées par le gouvernement. Dans une résolution adoptée le 15 octobre, le PCF affirme: « nous voulons consacrer notre énergie à l'action, aux rassemblements les plus larges et au travail pour une alternative de gauche crédible et populaire, car il n'y va pas moins que de l'avenir de la gauche, de l'avenir du pays ». Après les débats très vifs à l'occasion des élections municipales, Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF annonce clairement la couleur: « dans le plus grand nombre possible de cantons, il s'agit de créer des rassemblements contre les politiques austéritaires et, dans aucun cas, cela ne peut se faire avec des soutiens locaux de ces politiques. Il n'y aura pas d'alliance avec des représentants locaux des politiques menées par le gouvernement ».

Pour le PCF, ces élections sont au cœur d'enjeux très importants et, conjointement à la réforme territoriale, posent des questions de fond: quelle organisation de nos territoires? Au

## Quelques chiffres

sur le rapports de forces actuelles en Lot-et-Garonne  
à gauche (PS, PRG, PCF, divers gauche) **24**  
à droite (UMP, UDI, Radical, divers droite) **15**  
non-inscrit **1**

le budget 490,3 millions d'euros  
investissement 92,6 millions d'euros  
fonctionnement 327,7 millions

Principaux domaines d'interventions:

l'action sociale, les routes, les collèges, les transports scolaires, le développement de l'économie et la création d'emplois, l'équipement agricole et rural, le tourisme, la culture et le sport. ■

service de qui? Priorité aux grands groupes, aux marchés financiers, ou à la réponse aux besoins des habitantes et habitants? Mise en concurrence

des territoires ou coopération... Les militants seront amenés à se prononcer sur la configuration des alliances, sur les candidats. ■

## Sécurité sociale La CGT reste vigilante

**La CGT avait appelé à la mobilisation des salariés le 16 octobre 2014 pour la reconquête de la Sécurité sociale. En Lot-et-Garonne, trois rassemblements se sont tenus devant les permanences des députés du département.**

La CGT 47 indique que des délégations, composées par

des militants d'hôpitaux, d'ErDF, d'organismes sociaux,

des finances, de l'industrie ont été reçus afin d'exposer les revendications du monde du travail. Le syndicat estime à deux cents personnes mobilisées ce jour-là. Ces dernières ont rappelé aux parlementaires que « le socle de solidarités intergénérationnelles est en péril et, avec lui, les assurés sociaux, si le gouvernement continue à vouloir traiter la Sécurité par le biais des économies sur les dépenses, donc sur le dos des usagers plutôt que de traiter la vraie question des recettes et de son financement. ». Ils ont dénoncé les plans d'économies de plusieurs milliards d'euros annoncés dans la santé, à l'hôpital, pour la politique du médicament, la famille, la retraite, la gestion de la Sécurité sociale, les milliers d'emplois menacés dans ces secteurs professionnels qui risquent de plonger des milliers de familles dans la précarité sociale, la misère et la pauvreté. Bien évidemment, le Lot-et-Garonne déjà lourdement touché par le chômage, la précarité et la pauvreté ne serait pas (suite page 6)

dérives de l'agro-industrie, fondée sur la recherche du moins-disant social et environnemental où priment les seuls intérêts financiers. Le développement des firmes en amont et en aval s'accompagne d'une captation croissante de la

valeur ajoutée agricole au détriment des agriculteurs et des consommateurs ainsi que d'une détérioration de la qualité des aliments. Depuis les années quatre-vingt-dix, la libéralisation des marchés agricoles a, peu à peu,

succédé aux efforts entrepris les décennies précédentes pour disposer de politiques agricoles fortes, afin d'assurer la sécurité alimentaire. Depuis 1992, les réformes successives de la politique agricole commune (PAC) dans le cadre de l'offensive libérale, ont progressivement conduit à la suppression des outils de régulation et à l'ouverture des marchés agricoles, à la spéculation financière; ce qui entraîne une forte volatilité des prix agricoles.

Le système d'aides directes, fondamentalement injuste et créateur de rentes, favorise le productivisme, la concentration de la production au sein de chaque pays et renforce la

concurrence entre les agricultures européennes, mais aussi entre l'Europe et de nombreux pays du sud.

La dernière mouture de la PAC poursuit le démantèlement des mécanismes de protection douanière et de gestion des marchés (quotas laitiers en 2015) alors qu'elle favorise les mécanismes d'assurances privées.

En matière écologique, le « verdissement » de la PAC n'aura constitué qu'un écran de fumée. Le système d'aides directes restera inégalitaire entre territoires et entre agriculteurs. Les rentes de situation seront maintenues pour les plus grosses entreprises. ■



(suite de la page 5) éparpillé! Enfin, l'organisation syndicale indique qu'elle restera vigilante sur l'utilisation des propositions portées à la connaissance des députés du Lot-et-Garonne, ainsi que du vote final. ■

## Région Un budget touché par l'austérité

**Le 20 octobre se tenait une session plénière consacrée au budget de la Région Aquitaine.**

Alain Baché, conseiller régional communiste, estime que: « ce budget 2015 sera marqué par la cure d'austérité décidée par le président de la République et le gouvernement ». L' élu a dénoncé la baisse de 26 millions d'€ des dotations de l'État qui va affaiblir l'action de la collectivité. Pour l' élu, même si la Région se dit volontariste, elle restera limitée dans ses actions. Il a pris deux exemples qui touchent directement le Lot-et-Garonne. En agriculture, la Région a la volonté d'aider à l'installation, en particulier celle de jeunes, avec l'ambition de répondre aux

enjeux environnementaux et aux nécessités d'équilibre budgétaire des exploitations. Les intentions et mesures sont bonnes, mais se heurtent à un environnement pour le moins compliqué: cherté des terres, prix des productions, mauvaise répartition des aides de la PAC... Pour Alain Baché, les petits et moyens paysans sont « victimes d'un manque d'ambition nationale, d'un quasi-abandon, on peut parler ici d'irresponsabilité ». En termes de transports, la politique volontariste de la Région de développement de l'offre du transport TER est positive.



Pourtant, les orientations sont mises en difficultés car il faut pallier les carences de l'État et de l'organisme public, en finançant l'entretien du réseau... Il a souligné que l'Aquitaine restait la première région de France en termes de soutien à l'innovation (24,50 € par habitant) tout en rappelant que l'emploi industriel avait enregistré une baisse de 12 %. ■



## Pôle de santé du Villeneuvois (PSV) Remise des clés

**Jeudi 23 octobre a eu lieu la remise des clés du Pôle de santé du Villeneuvois. L'union locale CGT s'est exprimée pour rappeler la situation.**

«Devant les menaces qui pesaient sur l'hôpital Saint-Cyr, la population du Villeneuvois s'était fortement mobilisée durant plusieurs années, pour qu'aboutisse, le 19 juillet 2007, un accord sur la construction d'un pôle de santé. Par ce contrat, les élus prévoyaient:

- le rapprochement des établissements de santé sur le site géographique de Brignol-Romas, c'est-à-dire l'hôpital Saint-Cyr et la clinique de Villeneuve qui appartient au groupe financier VEDICI;
- la préservation de la parfaite identité et de la complète autonomie de chacune des structures;
- le respect des intérêts de chacun des établissements, notamment en terme stratégique et de développement des ressources humaines.

En septembre dernier, les directions de l'hôpital et de VEDICI décident unilatéralement de modifier le contrat en créant de toutes pièces, un groupement de coopération sanitaire (GCS) d'activités pour exploiter, entre autres, la chirurgie et la pharmacie; en clair, ce qui peut être rentable pour servir des dividendes à des actionnaires.

Le GCS ne serait pas employeur, mais les personnels seront prêtés par l'hôpital et la clinique.

Sur le fond, comment peut-on affirmer, comme le sous-entend le préambule, qu'exploiter en commun certaines activités de soins, offrira à la population du territoire de santé, une offre de soins intégrée et de qualité supérieure à celle prévue dans le contrat initial signé en 2007?

Pour l'UL CGT, il semble évident que la création du GCS d'activités crée la possibilité d'une privatisation complète des activités de chirurgie sur le Pôle de santé, et rappelle que l'hôpital est financé par les cotisations sociales, tandis que la clinique appartient au groupe financier VEDICI; les cotisations sociales financent donc les dividendes des actionnaires.

### Que reste-il aujourd'hui du contrat initial ?

Pour l'organisation syndicale, le projet tel qu'il est conçu est inacceptable! L'ensemble des syndicats de la clinique et de l'hôpital a voté contre celui-ci. Le conseil de surveillance de l'hôpital, certes, « la voix de son maître » ou siège la municipalité, n'a rien trouvé à redire et a voté pour!...

**Usagers et personnels n'ont pas dit leur dernier mot!** ■

## Villeneuve-sur-Lot - Eysses

### La Centrale bientôt rénovée

Le centre de détention d'Eysses devrait être rénové et restructuré en 2015. La garde des Sceaux et ministre de la Justice, Christiane Taubira, vient de le

confirmer auprès du maire de Villeneuve-sur-Lot, Patrick Cassany. L'établissement accueille près de 300 détenus et compte 108 agents. En mars dernier, à l'initiative des syndicats FO, UFAP et CGT, le centre avait été bloqué. Les personnels pénitentiaires entendaient exprimer leur colère et exiger des moyens humains, matériels... Des travaux ont déjà été réalisés, construction de parloirs et d'unités de vie familiale... Les prochaines réalisations devraient concerner, notamment, la mise aux normes thermiques, la sécurisation des cours de promenades, l'amélioration fonctionnelle des hébergements, la réalisation d'un parking extérieur... Le projet prévoit également de rendre accessible la partie abbaye afin d'en faire un lieu de mémoire (« murs des fusillés »). L'ensemble des investissements devrait atteindre quarante millions d'euros. ■



## Nérac

### Espagne Un colloque réussi

Espagne 34: actualité et répercussions de la révolution des Asturies, tel était l'intitulé d'un colloque qui s'est tenu à Nérac les 18 et 19 octobre dernier, à l'initiative de MER 47, des amis du vieux Nérac et la revue *Ancrage*.

Des communications multiples faites par des conférenciers éminents (G. Dreyfus-Armand, D. Ruiz, A. Fernandez, J. Chueca, C. Coignard, X. Iturralde, C. Piot, J. Combres... et Jean Ortiz) ont posé la question de l'importance de ce mouvement né en 1934 dans les Asturies, de ses résonances dans le reste de l'Espagne et en France, dont notre journal *Le Travailleur* a été le seul (comme l'a souligné Céline Piot) à suivre jusqu'en décembre 1934 l'actualité. On a précisé les dissensions entre les différentes mouvances qui regroupaient les insurgés. Le gouvernement, quoique républicain, a réprimé sauvagement ce soulèvement. Les conditions de vie des mineurs n'ont pas fait l'objet de développement (ce que j'ai regretté), D. Ruiz a quant à lui affirmé que le contexte économique était plutôt favorable et que « les mineurs ne mouraient pas de faim »...

L'engagement dans une lutte pour une république véritablement sociale divisait les différents mouvements, ce qui en fait sans doute l'actualité. Avec le débarquement des troupes marocaines de Franco, il sera plus évident de choisir son camp, « *rojo o facho* ». Les révolutionnaires asturiens ont eu le courage de se battre d'abord pour l'avènement d'une véritable république sociale (et culturelle), avant de se lever contre le fascisme (« *stade ultime du capitalisme* »). Mener ces luttes essentielles, c'est se montrer digne de leur courage. « *Los senores de la mina, han comprado una romana, para pesar el dinero que toditas las semanas le roben al pobre obrero...* »... car, en Espagne aussi, tout se dit en chansons, Ortiz nous a offert un duo avec Isaac Casarès au repas du samedi, le concert de Rafa Lorenzo, ponctuant la même soirée. Ils reviendront à Nérac, premier lieu où s'est tenu un colloque sur la révolution asturienne... ■

Lysiane Chantre

## Miramont-de-Guyenne

### super loto

organisé par des associations réunies

**dimanche 9 novembre**  
salle Gambetta - 14 h 30

Un bon d'achat de 100, trois bons d'achat de 20 euros, quatre gigots frais, huit rôtis de bœuf, cinq rôtis de veau, filets garnis, apéritifs...

**8 parties - 1 euro le carton**  
buffet - buvette

## Agen

### Non à la stigmatisation

Les jeunes communistes lot-et-garonnais ont interpellé le maire d'Agén, Jean Dionis du Séjour, « concernant sa décision de séparer les employés municipaux des autres utilisateurs du restaurant associatif durant les repas », situé au centre communal d'action sociale. Ils se disent « choqués de cette décision » et précisent « comme aux heures les plus sombres de notre histoire, voilà que l'on stigmatise une catégorie de la population; stigmatisation basée, non pas sur des critères raciaux ou idéologiques, mais sur des critères économiques. En tant que communistes, attachés aux valeurs d'humanisme et d'égalité, c'est avec la plus grande vigueur et colère que nous dénonçons cette décision. » ■



## Les gastéropodes

Petite grise ou grosse orange, avec ou sans coquille, les gastéropodes sont une plaie pour le jardin. Suivez-les à la trace pour vous en débarrasser. Elles dévorent si bien les feuilles que c'est à croire qu'elles ont de grandes dents ! Ce sont de charmants baveux à cornes qui ne laissent plus rien après leur passage. Les salades les connaissent bien, ainsi que les tendres pousses d'épinard. Et pourtant, que serait votre jardin sans escargots un jour de pluie ? Bien triste... Ils font partie du décor champêtre mais cela n'est pas une raison pour se laisser envahir. Les escargots sont des amoureux ! Ces hermaphrodites, à la fois mâle et femelle, s'accouplent pendant une dizaine d'heures. Chacun pond ensuite une centaine d'œufs. Faites un rapide calcul du nombre d'escargots trouvés dans votre potager et imaginez le nombre de bébés escargots. Effrayant ! Adieu fraîches salades ! Ces gloutons sans dents n'en font qu'une bouchée.

### De la méthode avant tout

Pour se débarrasser d'eux en douceur, plusieurs solutions s'offrent à vous. Partez à la chasse le soir venu car ils sortent à la fraîche. Cette méthode est valable dès que les escargots sont visibles. Plus ils sont petits moins ils se reproduiront. Autre méthode, barrez-leur la route des salades par des obstacles insurmontables : coquilles d'œufs broyées ou sciure de bois. Il suffit d'entourer les plantes concernées par un rempart de cendre. Le remède est radical et sans douleur pour personne. Inaptes à traverser une telle muraille au risque de rester coincés dans leur bouillasse de bave, ils préféreront passer leur chemin. Aujourd'hui, des traitements biologiques contre les limaces sortent sur le marché. Leur durée d'action est de six semaines. Les limaces n'ont aucune chance. ■

Élie Vergnolle

Chœur OPUS 81  
 Quatuor PIERRE TACONNÉ  
 Piano FABIEN PROU  
 Direction PIERRE LE FAUCHEUR

# CONCERT

CIMAROSA  
 MAGNIFICAT  
 ROSSINI  
 MOTETS  
 MOZART  
 NOCTURNES  
 DIVERTIMENTO  
 MESSE KV275

Dim. 9 NOVEMBRE 2014 à 16H30  
 ÉGLISE S<sup>TE</sup> JEHANNE - LE PASSAGE D'AGEN

Entrée 10€  
 Moins de 16 ans Gratuit

LOT-ET-GARONNE  
 CONSEIL GÉNÉRAL

LA BANQUE  
 QUI DONNE ENVIE D'AGIR

L'Association propose :

7 Novembre 20h30

# Soirée Contes

## Châtaignes

Salle des fêtes d'Argenton

Conteurs :  
 Sébastien Parailoux  
 & ses compères !

Buvette

Cornet de châtaignes : 2€  
 Entrée libre.

p a u l t i e r n a n

Leyritz-Moncassin

samedi 25 octobre

repas concert

19h30: couscous 20h00: concert